

Vol. 28 n°32 Edmonton, semaine du 9 au 15 septembre 1994 12 pages 60¢

La culture du sunola

À lire en page 6

• *Abonnement*

Spécial étudiant

À voir en page 12

• *À Rivière-la-Paix*

L'ACFA ne doit s'attendre à rien des réformistes

CAROLE THIBEAULT

FALHER—Même s'ils se disent «déçus», «étonnés», «désappointés» et «surpris», les représentants de l'ACFA régionale de Rivière-la-Paix estiment que leur rencontre avec le réformiste Charles Penson n'aura pas été inutile. Député de Peace River, ce dernier a accepté de les rencontrer à l'occasion d'une tournée de quatre jours dans sa circonscription.

L'entretien, qui a duré plus d'une heure, a permis aux représentants de l'ACFA de faire connaître davantage les revendications et les besoins de la communauté francophone de la région au député fédéral. M. Penson a affirmé n'avoir rien appris qu'il ne sache déjà mais les francophones l'ont quant à eux trouvé bien mal informé.

La discussion a porté en partie sur le bilinguisme officiel et sur l'importance pour les francophones d'obtenir une aide du gouvernement fédéral pour favoriser le développement de la communauté. Le député a, de son côté, réitéré la position du Parti de la réforme sur le bilinguisme territorial. Et il a ajouté: «Je pense que tout le monde, en tant que Canadien, veut préserver sa culture mais nous [les réformistes] croyons que ce n'est pas au gouvernement de fournir l'argent pour le faire».

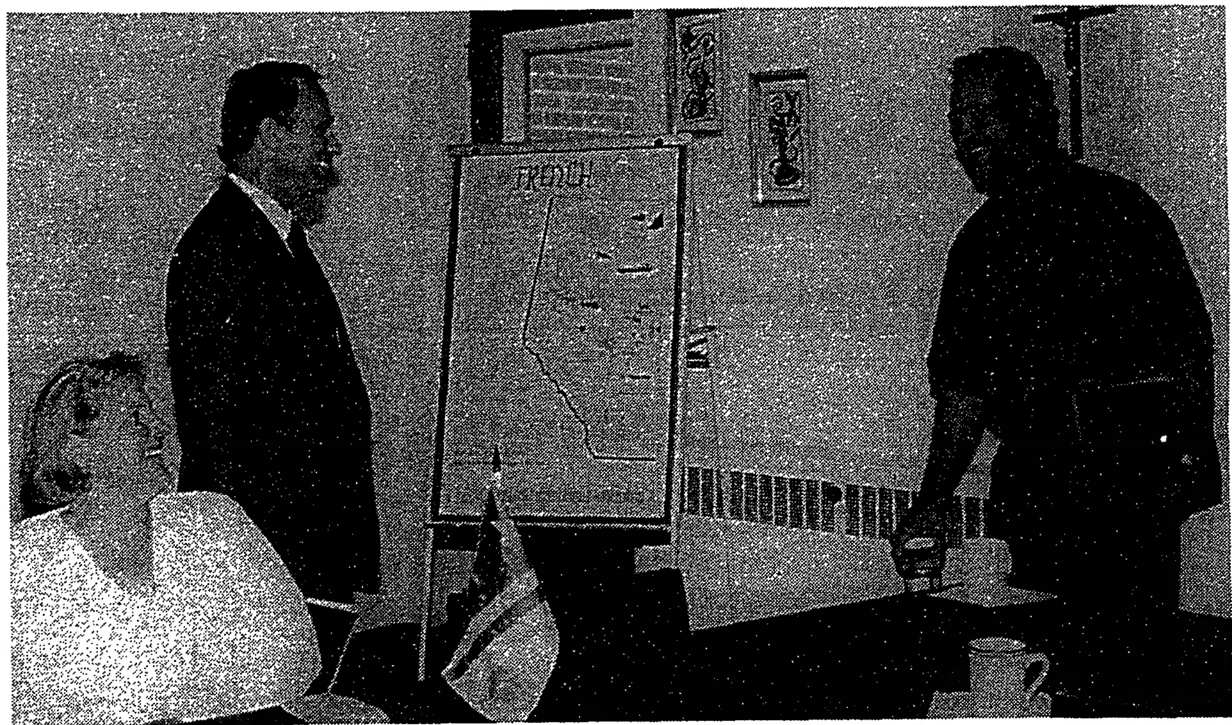


Photo: Carole Thibeault

Malgré leurs divergences d'opinions, les représentants de l'ACFA ont qualifié le député Charles Penson (à droite) de personne bien «sympathique».

Déçue, la présidente sortante de l'ACFA régionale, Thérèse Bégin, a déclaré: «Il nie vraiment que nous sommes un peuple fondateur. Le Parti de la réforme ne veut pas en entendre parler».

Tous les intervenants s'entendent toutefois pour dire que la rencontre valait la peine d'être organisée, et que l'on recommencera si l'occasion se présente. «Il faut s'assurer, si on veut avoir une représentation [à Ottawa], que M. Penson sache exactement qu'est-ce qu'on fait, qu'est-ce qu'on veut, qu'est-ce qu'on a besoin», soutient le vice-président, Etienne Johnson.

Les francophones ont profité de la rencontre pour sensibiliser le politicien à trois dossiers qui leur tiennent à coeur soit le projet de radio communautaire, le projet d'établissement d'une base de plein air et l'importance de conserver des services en français à l'hôpital de McLennan.

• *Conseil scolaire régional du centre-est*

La réflexion avant de passer à l'action

MICHEL BOUCHARD

ST-PAUL — «Comme tout parent lors d'une naissance, vous vous demandez qui sera cet enfant», lance le père Antoine Bugeaud lors de la messe inaugurale de la journée d'ouverture officielle de l'année scolaire. Administrateurs, enseignants et parents se sont rassemblés pour assister à divers ateliers et pour élaborer la mission du nouveau conseil scolaire francophone du centre-est.

Pour sa part, France Levasseur-Ouimet estime que l'obtention de la gestion scolaire était relativement facile si on la compare à la tâche ardue qui attend maintenant la communauté francophone. Madame Levasseur-Ouimet, qui enseigne à la Faculté Saint-Jean, était invitée à parler de sa vision du système scolaire franco-albertain. «La lutte continue, explique-t-elle. Elle change de visage, c'est tout.» Une école n'est pas qu'un édifice, souligne-t-elle, et il reste maintenant à définir la mission de l'école française, qui doit transmettre la langue et la culture françaises.

«Cette langue blessée, je l'ai apprise à Fort Kent [mon village natal]», lance France Levasseur-Ouimet, conférencière.



Photo: Michel Bouchard

France Levasseur-Ouimet

Il reste aussi à définir quelle langue et quelle culture seront transmises. La conférencière a demandé aux enseignants et aux administrateurs de ne pas réprimander les élèves parce qu'ils parlent «mal». «Cette langue blessée, je l'ai apprise à Fort Kent [mon village natal], raconte-t-elle. Elle sent le pain de chez-nous».

Toutefois, Mme Levasseur-Ouimet avoue aussi être très fière de pouvoir parler avec élégance. Elle estime que les jeunes doivent également apprendre le français «standard». «Cette langue, elle est difficile

suite en page 2

Plamondon accueille son nouveau directeur

PLAMONDON — Les élèves du Centre scolaire communautaire de Plamondon font connaissance, ces jours-ci, avec leur nouveau directeur. Raymond Demers arrive de l'école Voyageur de Medley-Cold Lake où il occupait le poste de directeur-adjoint. La communauté accueille chaleureusement cet homme enthousiaste et énergique.

Bien que son contrat n'ait débuté officiellement que le 1er septembre, le nouveau directeur s'est mis à la tâche plus tôt cet été pendant que les ouvriers complétaient la construction du bâtiment et l'aménagement du terrain. C'est donc dans ce «bourdonnement» d'activités qu'il a découvert Plamondon. Il a partagé ses premières impressions avec notre collaboratrice Lina Labonté.

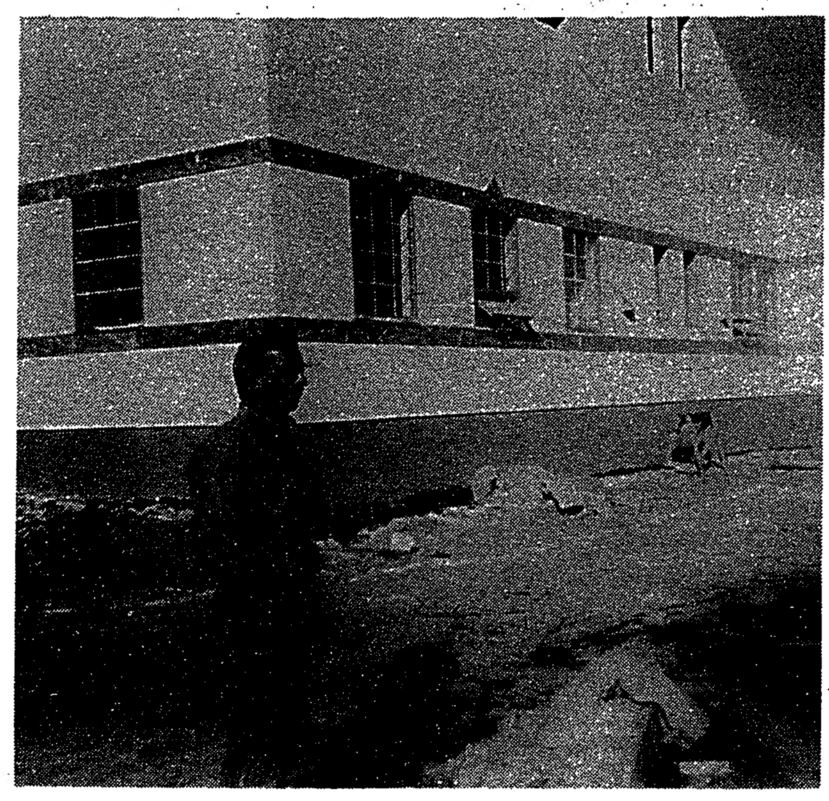


Photo: Lina Labonté

Raymond Demers devant la nouvelle école en construction.

Le Franco: Parlez-nous de votre prise de contact avec le village.

Raymond Demers: La Fête franco-albertaine de juillet a fait découvrir à plus d'un visiteur un coin de pays. J'étais du nombre. Après le rigodon et les bruyantes réjouissances de cette fête, je reviens à Plamondon pour y travailler. Quel contraste!

Le Franco: Que vous inspirent les lieux?

Raymond Demers: Plamondon est situé au creux d'un vallon ceinturé par des champs et une abondante forêt. Ce paysage incite à la sérénité.

Le Franco: Comment vous a-t-on accueilli?

Raymond Demers: J'appréhendais un peu mes premières rencontres avec les gens de Plamondon. Quelle agréable surprise! J'ai l'impression que la fête continue. J'ai suivi les conseils du renard, dans *Le Petit Prince*. L'attente n'a pas été longue... et je n'y suis pour rien. Le mot «bienvenue» prend tout son sens ici. Les poignées de mains sont sincères et les sourires qui les accompagnent invitent chaleureusement et sans détour. «Spontanéité», «disponibilité» et «générosité» sont les mots qui me viennent à l'esprit pour caractériser les gens de Plamondon.

La croyance en leur identité française surprend aussi. Non sans heurts, ils ont conservé leur langue et leur culture. Certains diront qu'ils sont entêtés. Je pense plutôt qu'ils croient en leur culture et veulent la perpétuer. Quelle leçon de courage et de persévérance!

• *Intervention armée en Haïti*

Les Casques bleus canadiens se préparent

MICHEL BOUCHARD

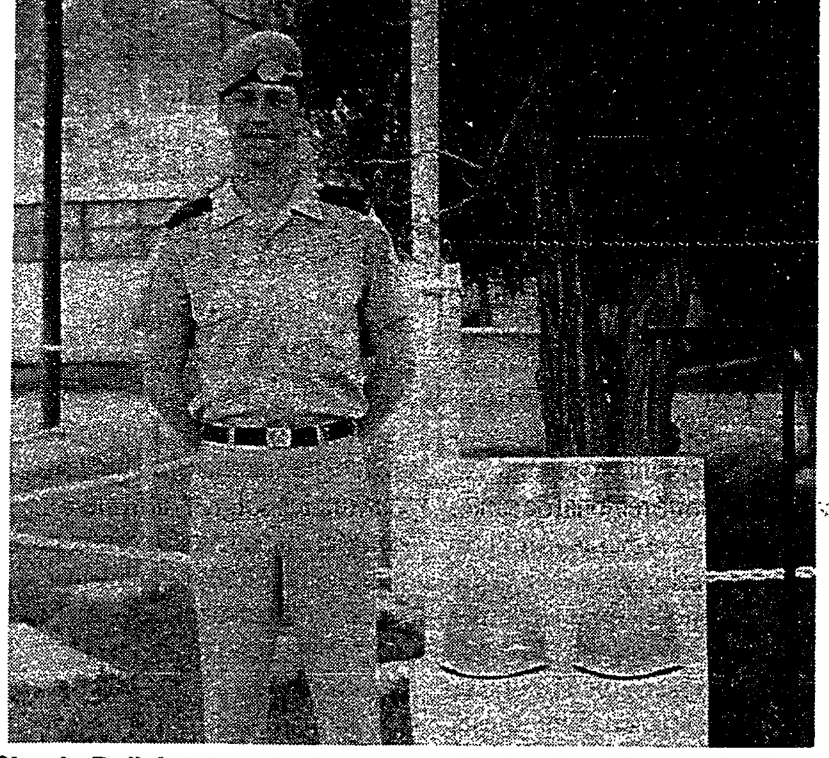
EDMONTON — Advenant une intervention armée des forces américaines en Haïti pour y rétablir la démocratie, des soldats canadiens seront tout probablement envoyés dans ce pays des Grandes Antilles pour maintenir la paix.

Les troupes canadiennes ne sont pas équipées pour effectuer un débarquement militaire d'une telle envergure. «On attend que les Américains débarquent et, ensuite, on ira maintenir la paix», lance le caporal Claude Dallaire du 488e escadron en garnison à Namao. «Notre devoir au sein des Nations-Unies est de maintenir la paix, c'est tout.»

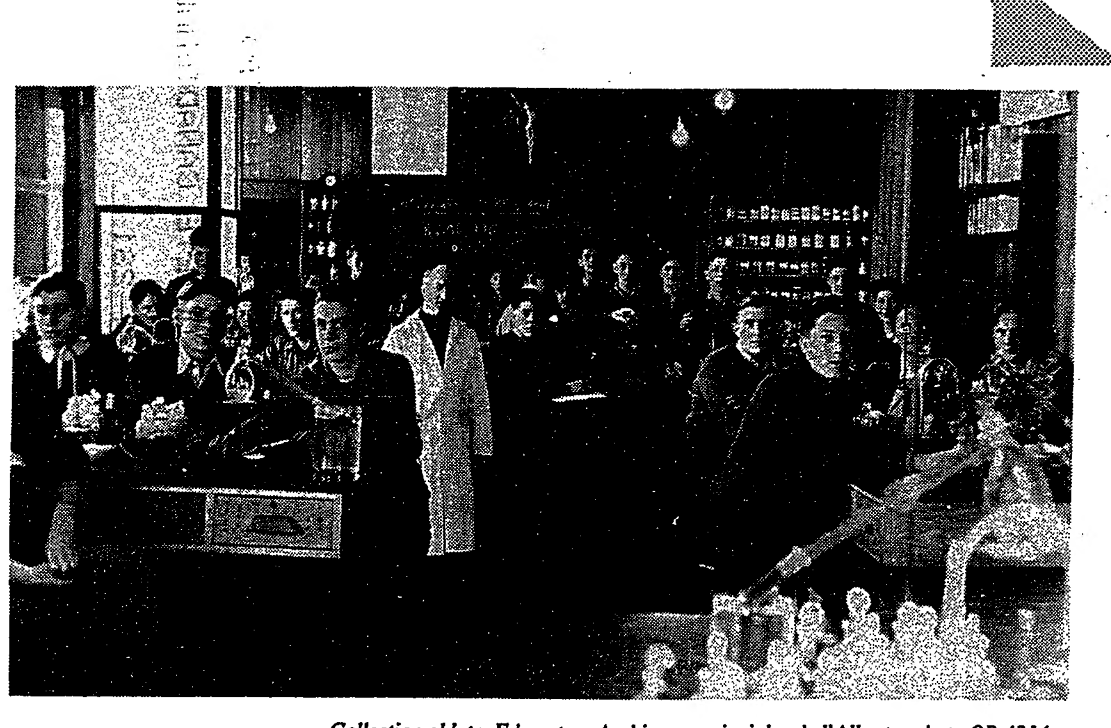
Le caporal Dallaire en serait à sa deuxième mission en tant que Casque bleu. En 1987, il est allé à l'île de Chypre, qui est scindée en deux et partagée entre belligérants grecs et turcs. Il avoue que ce sera certainement très différent en Haïti. Il ne s'attend pas à ce que l'accueil soit aussi favorable. «On ne sait pas quelle sera la réaction de la population, explique-t-il. À Chypre, on faisait quasiment partie de la communauté». D'ailleurs, les Casques bleus canadiens y étaient déjà depuis plus de dix ans quand Claude Dallaire est arrivé là-bas.

Les troupes s'entraînent intensément un mois et demi avant d'être déployées. «Physiquement, ça sera plus difficile à cause du climat», explique-t-il. Les soldats doivent être prêts à toute éventualité, y compris une attaque. «Il faut aussi apprendre qui est ami et qui est ennemi», lance-t-il.

Haïti a été sous la dictature de la famille Duvalier de 1957 à 1986. Des élections démocratiques ont permis d'instaurer un régime civil (1990-1991) sous la présidence du père Jean-Bertrand Aristide. Mais à la suite d'un putsch militaire, le prêtre-président a dû s'exiler. Les Nations-Unies ont autorisé une intervention armée pour chasser les militaires du pouvoir et rétablir la démocratie en Haïti.



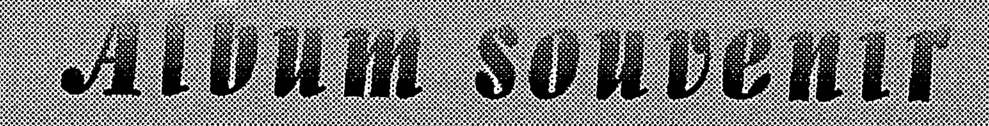
Claude Dallaire, en mission de paix à Chypre, pose à côté du monument érigé à la mémoire des militaires canadiens morts sur l'île.



Collection oblate, Edmonton, Archives provinciales de l'Alberta, photo OB 4314.

Collège Saint-Jean, Edmonton, étudiants dans un laboratoire de chimie 1946-1947.

Le programme d'études du Juniorat, qui visait à former des religieux, changea lorsque l'institution devint un collège. Le nouveau programme était à base de culture générale et préparait une élite laïque, catholique et canadienne-française adaptée au milieu de l'Ouest.



Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.

La réflexion ...

suite de la page 1

mais on n'est pas plus bêtes que les autres et on est capable d'apprendre comment l'écrire.»

La culture véhiculée dans les écoles françaises ne doit pas se limiter au folklore —ce qui constituait la culture de la communauté francophone, avant même son arrivée en Alberta— mais doit aussi exprimer ce qu'est, désormais, la communauté.

La conférence a permis de poser les premiers jalons de l'éventuelle mission du conseil scolaire. Celui-ci s'engagerait à préserver et à développer la langue et le patrimoine culturel canadien-français tout en offrant une éducation de qualité supérieure qui répondrait aux besoins de chaque élève. Le conseil s'assurerait de transmettre les valeurs spirituelles conformes aux traditions de la communauté. La réalisation de cette mission impliquerait la participation de la communauté toute entière au projet éducatif. Lionel Rémillard, directeur général du conseil scolaire, explique que le personnel de chaque école, de concert avec les parents et la communauté, aura à se pencher sur la mission du conseil scolaire et de l'école.

Colette Hétu, enseignante franco-albertaine de l'école du Sommet, explique qu'elle peut sympathiser avec les jeunes qui rejettent la langue et la culture françaises parce qu'ils ne les trouvent pas «cool». Elle-même a fait ce choix à l'adolescence. Elle considère qu'un Franco-Albertain c'est quelqu'un «qui a probablement rejeté sa langue à un certain moment donné et qui l'accueille maintenant avec fierté». Les enseignants doivent aider les jeunes qui vivent une crise d'identité, explique-t-elle, pour qu'ils n'aient pas honte d'être francophones et qu'ils réalisent que ça peut même être agréable.

Annie McNicoll, enseignante du Québec à la maternelle et aux programmes spéciaux, doit s'intégrer à son nouveau milieu tout en participant à la réalisation de la mission de son école. «Soyons fiers de notre culture, lance-t-elle, et n'ayons pas peur de l'afficher, peu importe la province où l'on se trouve.»

• *Conseil scolaire du nord-ouest*

Sur la route de la modernité

CAROLE THIBEAULT

JEAN CÔTÉ—Réunis dans le gymnase de l'école Héritage, les parents, les élèves, les enseignants et les conseillers scolaires ont souligné en grand la première rentrée scolaire sous la gestion du Conseil scolaire régional du nord-ouest. Après avoir effectué officiellement les transferts de pouvoir du Conseil scolaire de Saint-Isidore au nouveau conseil francophone, les différents intervenants ont parlé des changements qui seront apportés au système d'éducation pour permettre aux élèves d'entrer «dans l'ère de la modernité».

«Je crois que si nos élèves peuvent amener au monde toute la modernité, la modernité qui est passée par le filtre d'une âme française bilingue, on les cherchera partout dans les compagnies et les organismes de l'avenir. À mon avis, c'est ça le sens de la culture», a lancé Yvon Mahé, directeur général adjoint du conseil scolaire.

Parmi les changements, le conseil a, entre autres, l'intention de desservir plus adéquatement son territoire. L'ouverture de nouvelles écoles (particulièrement à Grande Prairie et à Slave Lake) et de centres satellites pour les classes de maternelle, 1re, 2e et 3e années, est au programme.

Les consultations pour l'établissement d'un centre éducatif communautaire devraient également débuter en novembre. Selon Jean Bergeron, président du conseil, il ne fait aucun doute qu'un tel centre sera construit. Il ne reste qu'à déterminer le genre d'édifice dont la communauté a besoin et l'endroit où il sera construit. Les conseillers espèrent voir la construction et l'ouverture du centre dans un délai de trois ans.

Un réseau informatique efficace fait aussi partie des améliorations amorcées à l'école Héritage. Certains élèves sont d'ailleurs inscrits au projet d'éducation à distance auquel participent également les écoles du Conseil scolaire du centre-est. Et pour faciliter l'apprentissage des élèves, le conseil mettra à la disposition des parents un système de prêt pour financer l'achat d'un ordinateur personnel. Selon Yvon Mahé, un budget de 105 000 $ sera alloué à ce projet.

Une meilleure gestion du système de transport, la continuité d'une classe de maternelle à 400 heures, l'investissement de 35 000 $ pour la formation du personnel et la consultation auprès des parents et des enseignants sont autant d'autres changements qui seront apportés au système.

«À noter que la restructuration, nous y avons réfléchi entre partenaires et nous l'avons conçue d'abord et avant tout en fonction de notre clientèle particulière, c'est-à-dire de ses besoins, de ses forces et de son potentiel», a ajouté Jean Bergeron.

L'ensemble des parents et des enseignants présents à la conférence de presse se sont dits fiers et heureux de prendre part à l'instauration d'un nouveau système d'éducation en français.



Photo: Carole Thibeault

En remettant symboliquement un marteau à Jean Bergeron, président du nouveau conseil, Chantal Monfette, l'ex-présidente du Conseil scolaire de St-Isidore, transfère les pouvoirs et les responsabilités d'un conseil à l'autre.

• *L'hôpital Sacré-Coeur*

Le comité régional propose de mettre le couperet dans les dépenses

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON—L'hôpital Sacré-Coeur à McLennan écopera à la suite des compressions budgétaires du gouvernement provincial. Le nouveau comité régional de santé, désormais responsable de l'administration des services de santé, propose en effet une réduction de presque 70 pour cent du nombre de lits à l'hôpital. Toujours selon cette hypothèse, 50 pour cent des lits du centre de soins prolongés Notre-Dame-du-Lac seraient supprimés.

«C'est vraiment draconien et il aura des effets dévastateurs», déclare le docteur Denis Vincent. Selon ce médecin, la marge de manoeuvre du comité régional de santé était très limitée et ses prévisions budgétaires devaient se conformer aux directives du gouvernement provincial. «Même si la population réagit vivement, je ne pense pas que le comité ait l'autorité de changer quoi que ce soit», avoue-t-il.

Evans Lavoie, qui siège au comité régional de santé, explique que les mesures sont plus dures à l'égard de l'hôpital Sacré-Coeur, car un bon nombre de ses patients ne proviennent pas de la région. À son avis, l'hôpital et le centre de soins prolongés accueillent des patients qui préfèrent obtenir des services en français ou qui sont insatisfaits du service qui est offert ailleurs. «Il faut prévoir pour les nôtres, lance-t-il, et négocier avec les autres régions.» Dépendant de l'achalandage à l'hôpital et de l'efficacité du personnel ainsi que de l'administration de l'hôpital, le comité pourrait revoir l'ampleur des compressions.

Le comité recommande de supprimer 35 lits au centre de soins prolongés, mais le docteur Vincent voit mal comment cela se réalisera. «Ils prétendent que la communauté et les familles pourront accueillir les patients et qu'avec l'appui des services de maintien à domicile ils pourront les soigner, affirme-t-il. Moi, j'ai 20 patients au centre de soins prolongés et il y en a seulement quatre qui pourraient retourner à une maison de retraite mais ils auraient besoin d'aide.» Il craint que des patients soient obligés de retourner vivre avec leur famille, car il n'y a pas assez de places disponibles dans les résidences pour aînés. «Je vois mal comment mes autres 16 patients pourraient être gardés à la maison, déclare-t-il. C'est rêver de penser que des familles pourraient s'occuper d'eux.»

Pour sa part, Jocelyne Rochon estime qu'elle serait incapable d'accueillir sa mère chez elle. «J'ai deux soeurs et elles travaillent toutes les deux, lance-t-elle. Je ne suis pas jeune, moi non plus; je suis à la retraite. Alors, je n'ai aucune idée de ce que je pourrais faire.»

De son côté, Evans Lavoie affirme que les compressions n'obligeront pas l'administration à mettre des patients sur le pavé. Les changements se feront en concertation avec la famille et le patient, explique-t-il. Cependant, toute nouvelle demande d'admission sera étudiée de près afin de déterminer s'il n'existe pas d'autres solutions que le centre de soins prolongés. «Peut-être y a-t-il des façons de s'occuper du patient sans le mettre en résidence, explique-t-il. Peut-être il y a des services communautaires qui pourraient être mis sur pied pour répondre à leurs besoins.»

Si les recommandations du comité sont appliquées, selon le docteur Vincent, plus de la moitié du personnel de l'hôpital Sacré-Coeur sera licencié. Le médecin ajoute que ses deux collègues de Falher ont l'intention de quitter la région, tout comme l'anesthésiste de l'hôpital d'ailleurs. «C'était déjà assez difficile de recruter des médecins, lance-t-il. Maintenant, avec les compressions budgétaires, ça sera très difficile, sinon impossible, de les remplacer.» Il estime que la qualité des soins de santé dans la région sera compromise. Evans Lavoie rétorque qu'il est encore trop tôt pour connaître les répercussions concrètes de ces compressions.

Un air de fête



Photo: Michel Bouchard

EDMONTON—Les membres de la troupe de danse folklorique, La Girandole, décorent leur local et se préparent pour les grandes retrouvailles marquant leur 15e saison. La compagnie est également en pleine période de recrutement. Enfants et adultes sont bienvenus.

· Billet ·

Le blues de la bêtise humaine

Ceux qui croient que les chercheurs manquent généralement d'humour n'ont jamais rencontré Jean-Pierre Vidal. L'économiste montréalais rendait publique récemment une étude qui cherche à démontrer que les coûts sociaux reliés à la cigarette ne sont pas nécessairement aussi élevés qu'on le croit. Ladite recherche, soit dit en passant, a été commandée par une compagnie de tabac qui comptait éventuellement s'en servir pour faire pression, en coulisse, auprès des gouvernements.

Monsieur Vidal fait valoir que l'espérance de vie des fumeurs est plus courte que celle des non-fumeurs. Puisqu'ils meurent plus jeunes, ils risquent moins que d'autres de constituer un jour un fardeau pour le système de soins de santé.

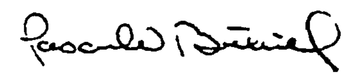
L'idée n'est pas nouvelle. Un ami à moi qui se nourrit presque exclusivement de café et de cigarettes a déjà tenu un tel raisonnement un jour où ses collègues de travail exaspérés tentaient de «limiter son droit à la libre circulation —cigarette au bec— dans les aires communes». L'ami en question «oubliait» évidemment de prendre en considération le coût des traitements que les fumeurs doivent subir de leur vivant. Il négligeait également certains facteurs difficilement chiffrables comme la qualité de vie des fumeurs. Il ne lui venait même pas à l'esprit, non plus, que son entourage puisse être incommodé par sa fumée.

La mauvaise volonté de mon ami s'expliquait aisément. Traqué de toutes parts, il tentait de désarçonner ses assaillants en leur opposant une logique qui se voulait implacable. Après tout, s'il voulait fumer sa vie à petit feu et mourir avant son heure, qui étions-nous pour nous y opposer?

Jean-Pierre Vidal, par contre, ne peut plaider la légitime défense pour expliquer ses propos. Ses conclusions sont le fruit d'un travail de recherche et de réflexion.

L'ennui, c'est qu'avec une logique semblable à la sienne, on peut prouver n'importe quoi. Par exemple, si on zigouillait la moitié des enfants qui naissent en Alberta, on pourrait, à moyen terme, réduire considérablement le budget de l'éducation dans la province! Et si on expédiait tous les assistés sociaux en Colombie-Britannique, on parviendrait à diminuer considérablement la facture de l'aide sociale!

Oups! Je me tais. Certains ministres conservateurs en mal d'équilibre budgétaire pourraient finir par me prendre au sérieux.



L'ONF victime de nouvelles compressions

OTTAWA(APF) - Alors que l'Office national du film (ONF) vient d'assumer d'importantes compressions, voilà que le ministère du Patrimoine le presse de jongler avec de nouvelles restrictions budgétaires de 20 à 32 %, échelonnées sur une période de quatre ans.

La direction de l'ONF étudie divers scénarios en vue de «gérer» ces compressions supplémentaires, qui planent comme une épée de Damoclès. Deux propositions seront soumises, sous peu, au ministère.

Le fleuron de la cinématographie canadienne est-il en train de passer au «tordeur»? C'est ce que craint le Syndicat général du cinéma et de la télévision, section ONF.

«Cet exercice pourrait mener à l'élimination pure et simple de secteurs complets de l'ONF jusqu'au démantèlement éventuel de l'institution», indique le Syndicat.

À la direction des communications de l'ONF, Nicole Chicoine préfère parler seulement «d'hypothèses». «Tous les ministres et agences gouvernementales font le même exercice. Est-ce que ça veut dire que l'ONF subira d'autres compressions? Pour l'instant, on ne le sait tout simplement pas. Mais chose certaine, on va négocier le plus possible pour être épargné», explique-t-elle.

Une institution reconnue

L'ONF est devenu au fil des ans une institution unique au monde. En plus de produire des documentaires, l'ONF collabore avec le secteur privé pour des projets de films de fiction et apporte son aide aux cinéastes indépendants.

L'organisme a transmis l'image du Canada sur les plus grands écrans du monde, à preuve les neuf oscars qu'il s'est mérités. Pensons aux documentaires retentissants des Pierre Perreault, Jacques Godbout, Maurice Bulbulian, Tahani Rached...

Mais l'ONF n'est plus ce qu'il était. En 1983-84, l'ONF produisait 59 films contre 30 en 1993-94.

De 1990 à 1994, les effectifs ont été réduits de 15 % et, au cours des deux dernières années, le budget de fonctionnement a été grugé de 10 %. L'ONF a dû mettre la clef sous la porte de plusieurs de ses bureaux à travers le pays.

Les francophones hors Québec ont déjà donné

Les francophones hors Québec ont déjà subi les aléas des compressions de l'ONF, annoncées en mai dernier : le studio R, consacré aux productions régionales, est tout simplement disparu.

Mis à part le siège social de l'ONF à Montréal, seuls deux centres satellites, l'un à Moncton, l'autre à Toronto, produisent des documentaires qui reflètent la réalité des Acadiens et des francophones vivant a l'extérieur du Québec. Les

suite en page 10

Le Franco est heureux de publier les commentaires de ses lecteurs sur des sujets d'actualité ou d'intérêt général. Les témoignages et les réactions à des textes parus dans nos pages sont également bienvenus. Toutefois, puisque l'espace dont nous disposons est limité, seuls les textes brefs pourront être publiés intégralement. Nous nous réservons le droit de raccourcir les lettres au besoin et d'en retrancher les passages diffamatoires ou de nature à offenser par leur ton ou leur contenu. Toutes les lettres doivent être signées et accompagnées d'un numéro de téléphone ou d'une adresse, afin que nous puissions entrer en contact avec l'auteur si nécessaire. *La rédaction*



Directrice: Pascale Bréniel
Adjointe administrative et responsable de la publicité: Micheline Brault
Journalistes: Carole Thibeault et Michel Bouchard
Graphiste: Linda Lavoie
Correspondant national: Yves Lusignan, Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

BONNYVILLE: Lucie Lavoie
CALGARY: Jacques Girard et Alain Bertrand
CENTRALTA: Julie Bouchard-Dallaire
Lucienne Brisson (Saint-Albert)
FORT McMURRAY: Jean-Luc Simard
GRAND-CENTRE: Kathleen Bouchard
JASPER: Marie-Joëlle Driard
LETHBRIDGE: Adjoa Savage
PLAMONDON: Lina Labonté
RIVIÈRE-LA-PAIX: Sophie Savoie (Saint-Isidore)
Noëlla Fillion (Donnelly)
SAINT-PAUL: Jean-François Coulombe

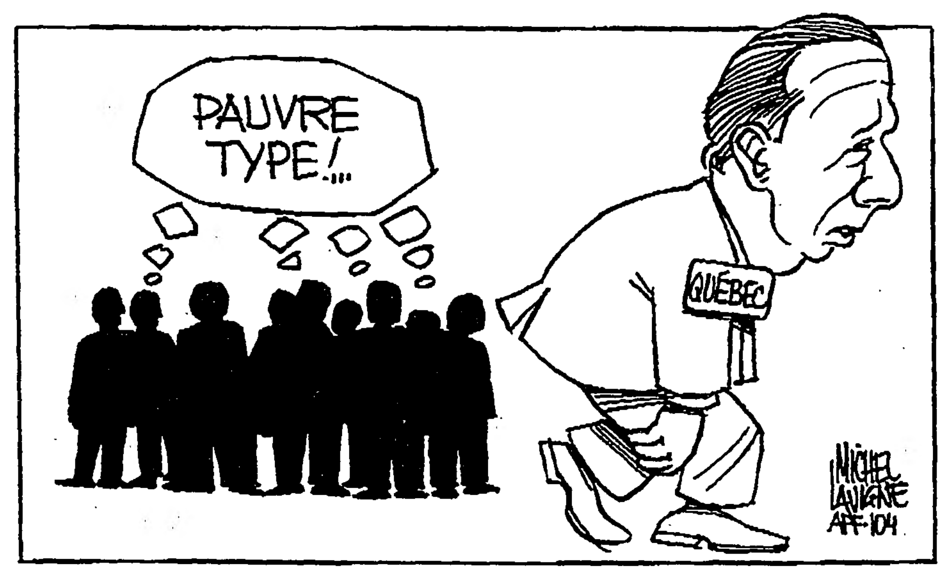


OPSCOM

Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.
Courrier de deuxième classe — Enregistrement 1881.
Pour s'abonner, remplir le coupon publié à la fin de ce numéro.
Prière d'adresser toute correspondance comme suit:

Le Franco
8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur**: (403) 465-3647





Les milieux minoritaires peuvent avoir leur théâtre

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — «On a découvert que le comédien francophone de l'Ouest pouvait avoir accès à sa parole à travers son corps.» Cette conclusion, qui risque d'avoir un impact sur le théâtre et l'écriture d'ici si elle est exploitée, est tirée du projet *Pour une théâtralité franco-albertaine* (PUTFA). Ce projet, mis de l'avant l'année dernière par Roger Parent, professeur en culture canadienne-française à la Faculté Saint-Jean, avait pour but d'étudier la problématique de la formation artistique par rapport à une culture.

De septembre 1993 à juin 1994, PUTFA a regroupé une dizaine d'artistes de l'Alberta et quelques professeurs du Conservatoire d'art dramatique de Québec qui, ensemble, ont développé une méthode de travail. En plus d'aider les artistes à trouver des moyens d'obtenir du travail, le projet a aussi éveillé l'intérêt de plusieurs chercheurs en Amérique du Nord et en Europe.

Roger Parent, invité à faire état de sa recherche lors du Festival international Jacques Lecoq en Pennsylvanie (É.-U.) en février, a rencontré le grand maître du théâtre qui s'est dit intéressé par ses résultats. Le projet de formation était d'ailleurs basé sur la méthode de M. Lecoq, voulant que les comédiens exploitent d'abord l'expression non verbale. C'est d'ailleurs cette méthode, introduite par Michel St-Denis, qui a permis au théâtre québécois de s'épanouir dans les années 50 et 60.

Selon Roger Parent, Jacques Lecoq a été très étonné d'apprendre qu'il y avait des francophones au Canada vivant à l'extérieur du Québec. Le maître se serait d'ailleurs engagé à venir les rencontrer. Le professeur de la Faculté Saint-Jean travaille donc présentement, en collaboration avec les services diplomatiques français, à l'élaboration d'une tournée canadienne où M. Lecoq présenterait différentes conférences et ateliers.

Au niveau anthropologique, explique Roger Parent, l'étude a démontré que «la meilleure façon de comprendre qui tu es, c'est de prendre conscience de la culture des autres». En faisant de l'improvisation, par exemple, les participants franco-albertains et ceux qui sont originaires du Québec ont vécu certaines confrontations.

Roger Parent

Côté pratique, les comédiens ont développé une stratégie d'emploi. Par exemple, certains ont obtenu un contrat avec l'UniThéâtre d'Edmonton, d'autres mettent de l'avant un projet d'animation dans les écoles de la provinces. Quelques-uns ont même reçu des bourses d'études. Les participants tentent également d'obtenir une nouvelle subvention du gouvernement fédéral pour poursuivre le projet de création amorcé sous la direction de Jacques Lessard, directeur du Conservatoire d'art dramatique.

Pour une théâtralité franco-albertaine a aussi permis de conclure qu'il est important de faire partie d'un réseau. «On n'a pas besoin d'être aussi isolé qu'on l'est», ajoute Roger Parent.

• *Réseau de l'information de la SRC*

Patrimoine Canada ne consteste pas la décision du CRTC

OTTAWA (APF) - Le ministère du Patrimoine canadien a choisi de maintenir la décision du CRTC d'accorder une licence à la Société Radio-Canada en vue de l'exploitation du Réseau de l'information (RDI).

Dans sa décision de juin dernier, le CRTC n'obligeait pas Radio-Canada à offrir ce nouveau service d'information en français, disponible 24 heures par jour, partout au pays. La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) avait alors crié au scandale; elle réclamait que le RDI soit désigné comme service obligatoire à la grandeur du pays.

Comme le CRTC, le ministère du Patrimoine s'en remet à la bonne foi de la Société Radio-Canada (SRC), qui promet «une pénétration importante du RDI» à l'extérieur du Québec. La SRC a d'ailleurs entrepris des pourparlers avec les câblo-distributeurs dans l'espoir de conclure des accords de distribution.

«Nous avons bon espoir que ces négociations seront fructueuses et que RDI sera distribué à l'échelle du Canada», indique le président-directeur général de la SRC, Anthony Manera, dans une lettre envoyée au ministre du Patrimoine Michel Dupuy.

Déçue, la FCFA ne croit pas que la SRC sera à la hauteur de ses engagements. «Nous ne nous contenterons pas d'une "pénétration importante" comme le suggère la SRC, mais plutôt d'une distribution dans tous les foyers francophones du Canada», déclare la présidente de la FCFA, Claire Lanteigne.

La Fédération craint que la SRC s'en tienne à établir le service de RDI seulement en Ontario et au Nouveau-Brunswick, là où se trouvent les plus fortes concentrations de francophones au pays, mis à part au Québec.

La FCFA exige toujours que tous les francophones au pays aient accès au Réseau de l'information. Quatre-vingt-cinq pour cent des foyers du Canada français, du Yukon à la Nouvelle-Écosse, pourraient être rejoints à partir du 1er janvier 1995, date d'entrée en ondes du RDI, d'après la Fédération. «Mais on vise, à long terme, cent pour cent partout au pays. Rien de moins!», affirme Mme Lanteigne.

«Avec sa programmation, le Réseau de l'information va enfin répondre aux besoins de nos communautés. Mais voilà, le Québec va pouvoir savoir ce qui se passe chez nous... Mais nous, on ne pourrait pas avoir des nouvelles de nos communautés? Voyons «, s'exclame Mme Lanteigne.

La FCFA rappelle que la SRC est une société de la Couronne ayant des obligations en matière d'intérêt public et d'information envers tous les Canadiens et Canadiennes. «Les activités de la SRC, de même que la mise en oeuvre de son projet RDI, sont financées par les fonds public canadiens auxquels contribuent, à leur juste part, les communautés francophones et acadienne», souligne la Fédération dans son communiqué de presse.

Un menu coloré au Théâtre à la carte

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — Les études, c'est sérieux... et la comédie aussi! À peine revenus des vacances, un groupe d'étudiants de la Faculté Saint-Jean d'Edmonton se prépare pour la 15e saison du Théâtre à la carte.

En huit mois, le directeur artistique Pierre Bokor a l'ambitieux projet de monter trois pièces. La première, *Ubu Roi*, est un drame historique d'Alfred Jarry qui sera présenté à la fin du mois d'octobre. La deuxième production, qui sera jouée en mars, fera découvrir deux pièces d'Eugène Ionesco, *La cantatrice chauve* et *La leçon*. Enfin, au mois d'avril, les étudiants en art dramatique présenteront une création collective réalisée dans le cadre de leur cours.

En outre, la troupe a été invitée à participer au Festival québécois de théâtre universitaire qui se tiendra pour la sixième fois à Montréal au mois de mars. Une participation au festival Fringe 1995 fait également partie des projets du Théâtre à la carte.

Selon Pierre Bokor, le fait que des étudiants prennent plaisir à jouer au théâtre est très important. «À mon avis, dit-il, les étudiants sont la crème de la société. Ils sont les intellectuels de demain. Et s'ils sont intéressés par le théâtre et la création, il me semble que c'est un espoir de sauver l'art du théâtre.»

Fondée en 1980, la troupe a laissé sa marque au cours des années. Gagnante du premier Festival des écoles théâtrales d'Europe en 1985, elle a aussi participé à plusieurs manifestations culturelles au Québec et en Alberta.

Les étudiants intéressés à faire partie de la troupe du Théâtre à la carte peuvent se rendre le 9 septembre (de 15h30 à 17h30) et le 10 septembre de (14h à 17h) à la salle 020 de la Faculté Saint-Jean, pour une première rencontre. On peut également communiquer avec Pierre Bokor au 465-8781.

• *Rivière-la-Paix*

Des agriculteurs se tournent vers le sunola

CAROLE THIBEAULT

FALHER — Les fermiers ont maintenant une nouvelle alternative pour résoudre leurs problèmes agricoles. Alors que le blé, l'orge et l'avoine ne rapportent plus autant d'argent et que le colza (canola) connaît des difficultés à cause de maladies comme le *blackleg* et le sclerotinia, le sunola s'impose de plus en plus comme une solution de rechange.



Photo: Carole Thibeault

Hector Goudreau compare deux fleurs de sunola.

Le sunola a été «inventé» par le Saskatchewanais Dave Hutchinson. Il s'agit d'un tournesol miniature qui a toutes les prioriétés de la plante du même nom, mais qui convient davantage au climat canadien. Son temps de maturation étant plus court que celui du tournesol régulier (90 à 100 jours plutôt que 130 jours), le sunola a plus de chances d'être mûr avant les grandes gelées d'automne.

Les agriculteurs cultivent le sunola pour sa graine. Une fois exportée dans les usines de transformation du Manitoba et des États-Unis, on en extrait son huile pour en faire de l'huile végétale ou pour l'utiliser dans la fabrication de produits de beauté.

De plus, les profits que rapporte le sunola sont comparables à ceux du colza, soient de 130 $ à 150 $ l'acre. Certains agriculteurs, dont René Tanguay de Donnelly, croient même que ces prix seront portés à augmenter.

De nombreux avantages

Selon Hector Goudreau, agronome spécialiste en céréales et oléagineux au ministère albertain de l'Agriculture à Falher, le sunola a également bien d'autres avantages:

Premièrement, il n'est pas nécessaire d'acheter de l'équipement spécial pour récolter la plante. Les faucheuses ou moissonneuses-batteuses utilisées pour le canola font le même travail.

Deuxièmement, le sunola possède une tige forte et un système plus élaboré de racines, ce qui lui permet de résister davantage aux intempéries. De plus, comme il faut attendre au moins une gelée pour faire mourir les tiges avant la récolte, les fermiers peuvent retarder la récolte.

Troisièmement, la tête des plans, lorsqu'elle est mûre, penche vers le sol. Ceci empêche donc les oiseaux de venir manger les graines. Par ailleurs, le sunola est à peine affecté par les insectes.

Les problèmes que rencontrent encore les cultivateurs sont le manque d'herbicides non nocifs pour la plante elle-même et sa faible résistance au sclerotinia, une maladie qui affecte aussi le colza.

Une nouvelle culture à Rivière-la-Paix

Le sunola a été introduit pour la première fois dans la région de Rivière-la-Paix en 1990, à titre de culture expérimentale. L'an dernier, René Tanguay de Donnelly a tenté sa chance et a semé un plein champ de sunola. Les agriculteurs intéressés par cette nouvelle culture se sont multipliés et plus de 2000 acres de terre produiront du sunola cette année dans la région.

«Le monsieur qui a inventé le sunola est venu me voir il y a quelques semaines, raconte René Tanguay. Il a fait un tour de la région et il trouvait que la récolte de sunola était super belle. Il ne pouvait pas croire que notre région pouvait produire une récolte de cette qualité-là.»

Propriétaire d'une franchise, M. Tanguay est le seul cultivateur de son territoire à pouvoir vendre de la semence de sunola. Les autres fermiers exportent leur récolte.

«C'est une adaptation très très rapide pour un nouveau produit, fait remarquer Hector Goudreau du ministère de l'Agriculture. Généralement, ça prend 10 à 12 ans avant que les fermiers cultivent un nouveau produit.»

«On en a semé l'année passée, ajoute encore M. Tanguay. On a trouvé que c'était facile à semer et c'est un rêve à récolter. On ne s'attendait pas à avoir une récolte si facile à battre. Ça se bat plus facilement que le colza.»

L'engouement actuel pour le sunola est donc bien compréhensible. Sa culture comporte beaucoup d'avantages, peu d'inconvénients, voilà de quoi alléger le travail des agriculteurs.

En avant la musique!

EDMONTON—Le Trio François Bourassa est de passage en Alberta ces jours-ci dans le cadre d'une tournée dans l'Ouest du pays. Les amateurs de jazz pourront entendre le groupe québécois à Edmonton, Lethbridge et Calgary. Le trio jouera en effet au Select les 8 et 9, au Blue Boomerang, le 10, et au café Kaos, les 16 et 17. Formé en 1983, l'ensemble a fait ses débuts dans l'Ouest il y a quatre ans, au Yardbird Suite, à Edmonton. Il joue régulièrement au Québec et à l'étranger et a déjà deux disques à son actif. Le répertoire du groupe comprend à la fois des oeuvres originales de François Bourassa et des «classiques» du jazz. Le compositeur ne dédaigne pas les expériences qui sortent de l'ordinaire. Il a en effet signé une messe jazz à la demande des Pères dominicains et des musiques pour les Ballets Jazz de Montréal. Cette année, il a également présenté en première *Musique pour trio de jazz, quatuor à cordes et voix*, une oeuvre dont il avait amorcé la composition en 1992.



François Bourassa et ses deux «complices» de longue date, les frères Guy et Yves Boisvert, respectivement à la contrebasse et à la batterie.

• Programmation automne-hiver

CHFA dit «Bonjour Alberta»

PASCALE BRÉNIEL

EDMONTON — La radio française de Radio-Canada en Alberta a profité du retour du congé de la Fête du travail pour lancer sa programmation d'automne-hiver. CHFA a fait d'une pierre deux coups. On a, en effet, profité de la première émission de *Bonjour Alberta* —qui remplace le *Café Show*— pour présenter certaines têtes d'affiche de la saison.

Charron, *La Grasse Matinée*. Le tandem Normand Fontaine—Ève-Marie Forcier demeure à la barre de *Clin d'oeil* en après-midi.

Jeu de chaises musicale en information: c'est le journaliste Denis-Martin Chabot qui anime désormais l'émission d'affaires publiques *Le Quotidien*. Son collègue André Lamarre passe à l'*Alberta, ce soir*, à la télévision. Cette saison, *Le Quotidien* est



Photo: Pierre Noël

L'animateur de *La Grasse Matinée*, Michel Charron, et Claude Bernatchez, qui incarne le personnage de Mathieu Genest dans *C/QUI? C/MOI!*, lors de leur passage à *Bonjour Alberta*.

Du côté de la radio, les changements les plus importants touchent l'émission du matin: nouveau nom, nouvelle équipe de réalisation et nouvel animateur auquel se joindront une demi-douzaine de chroniqueurs. André Beauchamp sera donc entouré, entre autres, de François Pageau (cinéma-vidéo), d'André Roy (automobile), de Marie Lavoie («Le parler au quotidien») et de Mme Gendron elle-même qui se fera le porte-voix de la «rumeur publique». Le réalisateur, Bruno Guglielminetti, entend donner une facture plus contemporaine à l'émission matinale. «Je veux que l'auditeur qui écoute n'importe quel segment de 20 minutes puisse être au courant de ce qui se passe que ce soit en ce qui concerne les sports, l'actualité ou la météo», explique-t-il.

André Roy animera l'émission *L'Air du temps* et Michel

prolongé jusqu'à 17h50 à l'exception des jours où CHFA diffuse les parties de hockey. Ces soirs-là, l'émission d'affaires publiques se terminera à 17h25. Plus question, donc, d'entreprendre la diffusion des parties en cours de première période comme c'était le cas l'an dernier. *Le Quotidien* accueillera également, chaque vendredi, un invité spécial qui viendra commenter l'actualité. L'ex-ministre conservatrice Nancy Betkowski ouvre le bal le 9 septembre.

La télévision propose deux nouveautés cette année. L'émission pour adolescents *C/QUI? C/MOI!* débute le jeudi 6 octobre. On prévoit aussi réaliser des émissions spéciales qui prendront la forme de «causeries» entre l'animateur André Roy et des membres du public sur des sujets à caractère «humain».

LE FRANÇAIS JE LE PARLE PAR COEUR!



Edmontoniens, Edmontoniennes, vous désirez servir votre Ville et votre communauté?

Votre contribution peut faire toute la différence!

La Ville d'Edmonton vous invite à siéger au conseil d'administration d'une de ses agences ou à un de ses comités en 1995. Votre mandat consistera à consulter et guider le Conseil municipal dans ses prises de décisions ainsi qu'à aider l'agence ou le comité dans son fonctionnement.

La Ville d'Edmonton accepte actuellement les candidatures des personnes intéressées à siéger aux comités suivants pour combler une vacance immédiate ou en prévision d'éventuels départs.

Liste des agences et comités municipaux
L'astérisque (*) à la suite d'un nom signifie que plus d'un siège doit être comblé.

Advisory Board on Services for Persons with Disabilities*	Snow Valley Ski Club Advisory Committee	Parks, Recreation and Cultural Advisory Board
Community and Family Services Advisory Committee*	Boxing and Wrestling Commission*	Twinning Selection Committee
Edmonton Public Library Board*	Court of Revision	Edmonton Police Commission
Edmonton Taxi Cab Commission	Edmonton Historical Board	Edmonton Space and Science Foundation
Landlord and Tenant Advisory Board*	Edmonton Regional Airports Authority	Kinsmen Park Advisory Committee
Old Strathcona Foundation	Greater Edmonton Foundation	Non-Profit Housing Corporation*
	Names Advisory Committee*	Royal Alexandra Hospitals Board of Governors

Conseils qui seront formés à la fin de 1994 ou au début de 1995

Old Towne Market Corporation — Carillon Committee

Les formulaires à remplir pour poser sa candidature peuvent être obtenus dès le 1er septembre au Bureau du greffier municipal, 3e étage, Hôtel de ville, 1 Sir Winston Churchill Square, Edmonton, T5J 2R7.

Les documents dûment remplis et accompagnés de trois lettres de références récentes devront être retournés au Bureau du greffier avant **16h30, le 30 septembre 1994.**

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez contacter le Bureau du greffier municipal, au 496-8167.

OFFRES D'EMPLOI

DIRECTEUR OU DIRECTRICE DE L'ÉDUCATION

Les conseils scolaires fransaskois de Bellegarde, de Regina et de la Vieille (Gravelbourg) ainsi que le Conseil général des écoles fransaskoises sont conjointement à la recherche d'une personne pour combler le poste suivant:

Directeur ou directrice de l'éducation

Établis en mai 1994, ces conseils scolaires deviendront responsables de leurs écoles le 1er janvier 1995. Dès son entrée en fonction, la direction générale devra préparer cette éventualité et établir un système de gestion efficace pour les conseils conforme à la Loi scolaire de la Saskatchewan. La personne choisie devra aussi répondre aux besoins du Conseil général des écoles fransaskoises et établir les services requis.

On accordera la préférence au candidat ou à la candidate qui a démontré un engagement et qui a un vécu personnel et professionnel dans l'enseignement francophone en Saskatchewan ou ailleurs au Canada.

Exigences
- un diplôme d'enseignement «Professional A», soit quatre ans de formation universitaire en éducation;
- au moins une année d'études au niveau de la maîtrise dans un domaine relié aux responsabilités du poste;
- un minimum de 2 années d'expérience en administration scolaire au Canada;
- une expérience variée en enseignement;
- une connaissance du contexte de l'éducation en milieu minoritaire;
- une excellente connaissance du français et de l'anglais oral et écrit;
- être une personne dynamique et innovatrice.

Fonctions et responsabilités
- contrôle de la qualité de l'éducation fransaskoise;
- direction, organisation et gestion des affaires éducationnelles, administratives et financières;
- liaison avec le ministère de l'Éducation et les autres ministères;
- responsable de l'application et de l'interprétation de la Loi scolaire, des règlements d'exécution et des actes qui s'y rapportent.

Entrée en fonction: le plus tôt possible
Salaire et conditions: à négocier
Lieu de travail: à déterminer, être prêt à voyager

S.V.P. faire parvenir votre demande accompagnée de votre curriculum vitae et d'au moins trois références avant le 19 septembre 1994 à:

Monsieur Roger Lepage, Président
Conseil général des écoles fransaskoises
Suite 700, 2103 - 11e Avenue
Regina (Saskatchewan) S4P 4G1
Téléphone: (306) 347-8332
Télécopieur: (306) 569-2321

DIRECTEUR OU DIRECTRICE DE L'ÉDUCATION

Les conseils scolaires fransaskois de Bellevue, de North Battleford, de Prince Albert, de Saskatoon et de la Providence (Vonda) sont conjointement à la recherche d'une personne pour combler le poste suivant:

Directeur ou directrice de l'éducation

Établis en mai 1994, ces conseils scolaires deviendront responsables de leurs écoles le 1er janvier 1995. Dès son entrée en fonction, la direction générale devra préparer cette éventualité et établir un système de gestion efficace pour les conseils conforme à la Loi scolaire de la Saskatchewan.

Exigences
- un diplôme d'enseignement «Professional A», soit quatre ans de formation universitaire en éducation;
- au moins une année d'études au niveau de la maîtrise dans un domaine relié aux responsabilités du poste;
- un minimum de 2 années d'expérience en administration scolaire au Canada;
- une expérience variée en enseignement;
- une connaissance du contexte de l'éducation en milieu minoritaire;
- une excellente connaissance du français et de l'anglais oral et écrit;
- être une personne dynamique et innovatrice.

Fonctions et responsabilités
- contrôle de la qualité de l'éducation fransaskoise;
- direction, organisation et gestion des affaires éducationnelles, administratives et financières;
- liaison avec le ministère de l'Éducation et les autres ministères;
- responsable de l'application et de l'interprétation de la Loi scolaire, des règlements d'exécution et des actes qui s'y rapportent.

Entrée en fonction: le plus tôt possible
Salaire et conditions: à négocier
Lieu de travail: à déterminer, être prêt à voyager

S.V.P. faire parvenir votre demande accompagnée de votre curriculum vitae et d'au moins trois références avant le 19 septembre 1994 à:

Monsieur Roger Lepage, Président
Conseil général des écoles fransaskoises
Suite 700, 2103 - 11e Avenue
Regina (Saskatchewan) S4P 4G1
Téléphone: (306) 347-8332
Télécopieur: (306) 569-2321

• *Congrès mondial acadien*

Plus qu'une fête

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — «Dans 10 ou 20 ans, prédit André Boudreau, il y a des gens qui vont se risquer à faire des choses qu'ils n'auraient jamais faites avant. Ça c'est des effets concrets du Congrès mondial acadien.» Désireux de faire un bilan, le président du Congrès mondial acadien (CMA) a rencontré la presse francophone lors de son retour à Edmonton.

André Boudreau croit sincèrement que le Congrès aura des répercussions à long terme. D'abord, les festivités ont, semble-t-il, ravivé la fierté des Acadiens face à leur culture. Ensuite, le gouverneur de la Louisiane a officiellement invité les organisateurs à tenir le prochain CMA au pays des Cajuns.

Selon le président, la présence du secrétaire général de l'ONU a également donné beaucoup de prestige à l'événement. «On peut dire que l'importance a doublé parce que Boutros Boutros-Ghali n'a pas l'habitude d'assister à des événements comme ça», affirme-t-il.

Le Congrès mondial acadien espère être reconnu officiellement comme organisme international non gouvernemental. Selon André Boudreau, il n'est pas question de devenir un organisme revendicateur, mais plutôt de mettre encore davantage l'accent sur la mission actuelle du CMA: créer et resserrer les liens entre les Acadiens du monde. Il donne en exemple la montée de l'affichage bilingue ou davantage francophone qu'a connue le sud-est du Nouveau-Brunswick avec la tenue du Congrès. Créer un sentiment d'appartenance des Cajuns envers leur culture est d'ailleurs la raison pour laquelle on veut tenir le prochain Congrès mondial acadien en Louisiane.

Selon le président du CMA, certains points auraient pu toutefois être améliorés. Il pense, entre autres, à une participation plus importante des jeunes.

Malgré tout, André Boudreau pense que le Congrès représente aujourd'hui une date historique. «Il n'y a personne qui pourra faire abstraction d'août 1994», ajoute-t-il.



• Assurance hypothécaire LNH couvrant jusqu'à 85 % de la valeur de la propriété
(pour les acheteurs admissibles)



GOLDEN OAKS
602 à 814, Appleby Drive
SASKATOON
(SASKATCHEWAN)

No de Référence:
6440/S22-2

- Immeuble de 2 étages et demi sans ascenseur
- 10 bâtiments – 240 appartements: 10 - une chambre; 120 - deux chambres; 110 - trois chambres
- Réfrigérateur et cuisinière dans tous les appartements; ceux du 2e et du 3e étages ont un climatiseur et un balcon avec porte-fenêtre
- 240 places de stationnement munies d'une prise de courant
- Court de tennis et terrain de jeu
- Revenu mensuel total actuel : 87 450 $

Prix de vente minimum acceptable : 3 150 000 $

Pour obtenir le prospectus et les conditions générales de l'offre, ou des renseignements supplémentaires, veuillez téléphoner ou écrire sans tarder à:

La société canadienne d'hypothèques et de logement
410, 22e rue est, bureau 300
Saskatoon (Saskatchewan) S7K 5T6
Téléphone: Mme. B. Jamieson (306) 975-4008

Date limite: Les propositions doivent parvenir au bureau de la SCHL au plus tard le 5 octobre 1994, à 14 h, heure de Saskatoon.



La SCHL collabore avec tous les paliers du gouvernement, l'industrie et la société afin d'aider les Canadiens à se loger.

Canada

Une touche de francophonie à Grande Prairie

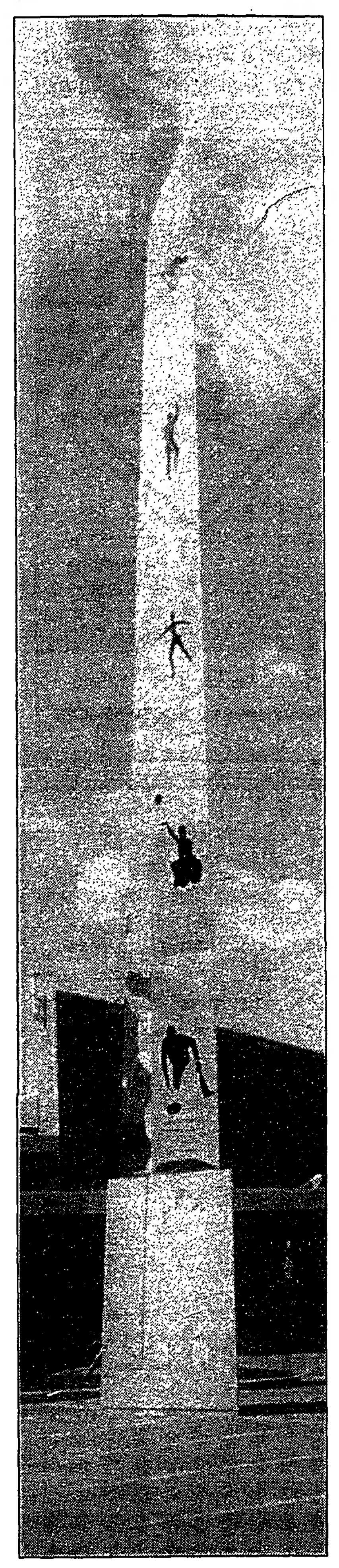


Photo: Carole Thibeault

Ce monument qui représente les Jeux du Canada s'élève devant l'aréna construit spécialement pour l'événement.



CAROLE THIBEAULT

GRANDE PRAIRIE- Les 15e Jeux du Canada se dérouleront à Grande Prairie du 19 février au 4 mars 1995. Le comité organisateur est présentement à la recherche d'artistes et de bénévoles en prévision de l'événement. Comme l'un des buts des Jeux est de faire connaître la ville de Grande Prairie et la région de Rivière-la-Paix, la population du nord-ouest de l'Alberta est invitée à participer en grand nombre.

Plus de 6500 bénévoles donneront un coup de main lors des cérémonies d'ouverture et de clôture ainsi que pendant toute la durée des Jeux. Selon Marie Stevens, vice-présidente des Services linguistiques de la Société hôte, la participation des francophones est très importante pour la réussite des Jeux car, puisqu'il s'agit d'une manifestation nationale, toutes les activités doivent être tenues dans les deux langues officielles. De plus, les francophones sont nombreux dans la région, ce qui reflète bien l'image de ce coin de pays. «On a besoin de la francophonie du nord, de Rivière-la-Paix», fait remarquer Mme Stevens.

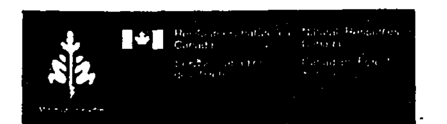
À venir jusqu'à maintenant, Grande Prairie est la plus petite ville ainsi que la ville la plus septentrionale, à présenter les Jeux. Marie Stevens et Alice Dyck, adjointe administrative, affirment que l'ouverture d'esprit des habitants de Grande Prairie a beaucoup favorisé la ville lors du processus de sélection, en 1990. «Un facteur qui a influencé le comité de sélection, c'est de voir qu'on pouvait les recevoir. On s'est organisé pour avoir des personnes bilingues sur tous les sites d'installation», explique Mme Stevens.

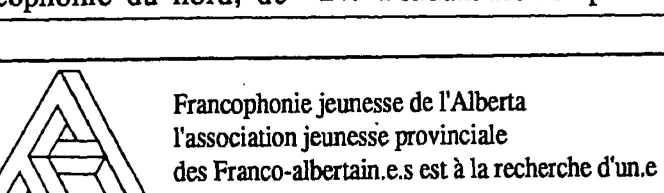
Au-delà de 3500 athlètes et entraîneurs sont attendus à cet événement qui constitue la plus importante manifestation de sport amateur du Canada. Selon Marie Stevens, la gestion des services linguistiques représente tout un défi puisqu'il faut s'assurer que chaque athlète puisse être servi dans sa langue. Par exemple, des concierges bilingues, tout comme des médecins, devront être sur les lieux 24 heures sur 24. Pendant les compétitions, les officiels devront obligatoirement être capables de s'exprimer dans les deux langues lorsque les provinces du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario seront représentées. Les cérémonies d'ouverture et de clôture se feront évidemment en entier dans les deux langues officielles.

Sous le thème *Laissez-vous captiver*, les Jeux d'hiver auront aussi lieu dans la ville de Jasper qui sera le site des épreuves de ski alpin, de ski acrobatique et de basketball en fauteuil roulant.

Marie Stevens croit vraiment que donner du temps pour les Jeux du Canada peut être une expérience très enrichissante. «Pour nos élèves qui sont en immersion, c'est un moyen extraordinaire de connaître des gens d'ailleurs qui sont francophones et d'utiliser la langue dans un contexte réel», ajoute-t-elle.

Tous ceux qui sont intéressés à participer en tant que bénévole au Jeux du Canada de Grande Prairie ont jusqu'au 16 septembre pour communiquer avec les organisateurs. On peut les rejoindre au (403) 532-1050.





L'ONF...

suite de la page 4

séries «l'Acadie et la mer» ainsi que «L'homme invisible» (du Centre Ontarois de l'ONF à Toronto) en sont des exemples probants.

Mais qu'adviendra-t-il avec ces nouvelles restrictions? Nul ne sait. Le Syndicat général du cinéma, section ONF, est sur le qui-vive en attendant le dévoilement des scénarios établis par la haute direction de l'ONF et la décision finale que prendra le ministère du Patrimoine à ce sujet.

• Festival international de cinéma francophone en Acadie

Du choix pour les cinéphiles!

OTTAWA (APF) — La programmation du 8ᵉ Festival international de cinéma francophone en Acadie, qui se déroule du 16 au 22 septembre à Dieppe, propose de belles découvertes pour les amateurs du 7ᵉ art.

Des films en provenance du Québec, de la France, du Maroc feront le régal des cinéphiles. L'Acadie ne sera pas en reste non plus. Les productions acadiennes occupent une place de choix dans l'horaire du festival.

L'incontournable film *Le Secret de Jérôme* de Phil Comeau sera bien sûr présenté. Premier long métrage de fiction de l'Acadie, *Le Secret de Jérôme* raconte l'histoire d'un naufragé retrouvé sur la plage en 1863, les deux jambes amputées. Un couple, Jean et Juliette Nicolas, viendra à son secours. On ne sait rien de ce mystérieux naufragé sinon qu'il se prénomme Jérôme.

Deux documentaires acadiens seront aussi à l'affiche : *Acadie/Liberté*, production canado-américaine, propose une reconstitution historique de la Déportation de 1755 et *De retour pour de bon* de l'Office national du film (ONF). Ce film, signé Bettie Arsenault, donne la parole à des Acadiens, qui après avoir passé quelques années à Montréal, décident de plier bagage pour retrouver leur coin de pays.

Les cinéphiles pourront aussi voir les nouveautés qui ont déjà fait craquer d'autres publics francophones. Au menu : la comédie satirique *Louis 19, le Roi des ondes* de Michel Poulette, *Deux actrices* de Micheline Lanctôt, *À la recherche du mari de ma femme* de Mohamed Abderrahman Tazi.

L'Association la Girandole d'Edmonton, une école de danse canadienne-française, cherche une DIRECTRICE pour sa troupe d'enfants de 4-5 ans. Ces enfants explorent le mouvement rythmé avec différents thèmes, tout en faisant des jeux, des rondes, des comptines et des chansons. Pour plus de renseignements: Frank au 468-9478. (23-9)

La Garderie Bonnie Doon recherche une technicienne en garderie, niveau II ou III pour poste de superviseur. Appelez Claire au 468-2841. (9-9)

Venez danser et giguer avec L'Association la Girandole, l'école de danse canadienne-française d'Edmonton! Les cours sont pour garçons et filles, d'âge préscolaire à adulte. L'inscription est le 14 septembre. Pour plus d'information, tél.: 468-0057 ou Frank au 468-9478. (23-9)

Musique pour Jeunes Enfants de 3 à 8 ans en petits groupes avec parents. Clavier, théorie, chant, mouvement, entrainement de l'oreille, jeux musicaux. Appelez Srutika Garfinkle Ph.D. au 433-4752. (23-9

Recherche gardienne francophone à domicile pour deux enfants d'âge préscolaire, quartier Capilano. Tél.: 484-4721 (16-9)

Coop d'habitation «Le quartier du collège» reçoit les applications pour la location d'appartements dans l'avenir. SVP contactez Rose-Marie Tremblay: 469-1116. (25-11)

Gardienne d'enfants francophone avec expérience disponible du lundi au vendredi (pour enfants 1 an et plus). Demeure sur rue de la Faculté. Appelez Maryse: 465-3567. (16-9)

MANOIR ST-JOACHIM

Invitation à faire connaître le manoir aux francophones de chez nous et d'ailleurs: résidence confortable, près de l'église où on retrouve un esprit familial et la joie de vivre.

Téléphone: 488-7104

Cherchez-vous une garderie francophone où votre enfant pourra vivre des expériences enrichissantes en toute sécurité? Si votre enfant est âgé entre 19 mois et six ans, le personnel qualifié du Centre d'expérience préscolaire d'Edmonton se fera un plaisir de l'accueillir. Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec nous au 465-7651.



PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82 Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Recherche homme pour travail de construction, appelez Richard au 466-4282. (16-9).

Recherche pensionnaire (logé, nourri, chambre meublée) à 2 minutes de la Faculté. Appelez Maryse: 465-3567. (16-9)



Cartes d'affaires

BERMONT
REALTY (1983) LTD
MEMBRE DU EDMONTON REAL ESTATE BOARD

Nous desservons Edmonton et la région

GUY C. HEBERT
200 - 14 RUE PERRON, ST-ALBERT (ALBERTA) T8N 1E4
Rés.: 459-5491 **Bur.: 459-7786** Téléc.: 459-0235

CORBETT & COMPANY
Avocats - Notaires

Services en français disponibles

David Patterson
Michèle Kruchten - stagiaire

1800 Canada Trust Tower
10104 - 103e Avenue
Edmonton, Alberta T5J 0H8
Téléphone: 424-1800
Télécopieur: 428-1107

DR R.D. BREAULT
• DENTISTE •

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225 - 105e Rue
Edmonton, Alberta T6E 4H2 **Tél.: 439-3797**

SHORNEY'S OPTICAL
ESTABLISHED 1928

Paul Lorieau
Téléphone: (403) 439-5094
8217 - 112e Rue, Edmonton, Alberta T6G 2C8 (College Plaza)

CADRIN DENTURE CLINIC
Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal
Bur.: **439-6189** Rés.: **465-3533**

DR COLETTE M. BOILEAU
DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142e Rue
Edmonton, Alberta T5N 3Y6 Tél.: **455-2389**

Dr J. Georges Sabourin
B.A., M.D., F.R.C.S. (C)
Obstétricien *Gynécologue*
303 Hys Centre • 11010 - 101e Rue
Edmonton, Alberta T5H 4B8
Tél.: 421-4728

DÉRY PIANO SERVICE
J.A. Déry R.P.T.
accordeur de pianos, réparations et entretien
Tél.: (403) 454-5733
11309, 125e Rue, Edmonton (Alberta)

Dr Léonard Nobert
Dentiste

54 rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

Paroisses francophones
Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165 Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89 Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30
Lundi au vendredi: 17h

Base Militaire d'Edmonton
à la chapelle de Lancaster Park
Samedi: 19h

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5e Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Connelly McKinley Ltd.
Salon Funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive
St-Albert
458-2222

256, rue Fir
Sherwood Park
464-2226



Pour tous vos besoins de voyage



Hys Center, 11010 - 101 Rue,
Edmonton, Alberta T5H 4B9

(403) 423-1040

Albert Tardif, président

McCuaig DESROCHERS
avocats et notaires
Au service de la francophonie albertaine

500, Banque de Montréal
10199, 101e Rue
Edmonton (Alberta) T5J 3Y4 **tél.: 426-4660**

LE FRANCO

ABONNEMENT ET CHANGEMENT D'ADRESSE

TARIFS

☐ **1 an: 19,26$** ☐ **2 ans: 34,24$**
☐ **Hors Canada: 34,24$ (TPS incluse)**

N.B. Les membres de l'A.C.F.A. reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

ADRESSE ACTUELLE

Nom: ____________
Adresse: ____________
____
Ville: ________ Province: ____
Code postal: ____________
Téléphone: ____________

NOUVELLE ADRESSE

Adresse: ____________
____
Ville: ________ Province: ____
Code postal: ____________
à compter du: ____________
Téléphone: ____________

Votre chèque ou mandat poste libellé à l'ordre du Franco. (En lettres moulées S.V.P.)

8923-82 Avenue • Edmonton, Alberta • T6C 0Z2

Voyage en Terre sainte

HÉLÈNE LAVOIE

EDMONTON — Du mont Nébo, en Jordanie, au mont Sinaï, en Égypte, des étudiants en théologie ont séjourné quelques semaines en Terre sainte. Visiter les territoires des douze tribus d'Israël et marcher sur les traces de Moïse et de Jésus les ont aidés à mieux comprendre les fondements de leur foi judéo-chrétienne.

En effet, c'est du 3 au 23 août que 21 Albertains se sont rendus au Moyen-Orient afin d'approfondir leur connaissance de la théologie chrétienne. Le groupe était accompagné du père Ubald Duchesneau, guide théologique et spirituel, et de Karen Doyle, représentante du collège théologique Newman de Saint-Albert.

Ce voyage s'est déroulé au moment où une page d'histoire allait s'écrire par la signature de l'entente de paix entre Israël et la Jordanie.

Dans les lignes qui suivent, quelques participants nous livrent leur témoignage.

«Faire un voyage en Terre sainte, c'est retourner à nos racines chrétiennes, c'est voir le pays de Jésus; c'est aussi se souvenir des prophètes du Premier Testament et de leurs accomplissements en tant qu'ancêtres dans la foi. Il est impressionnant de voir le désert que les Israélites ont parcouru pour arriver à la Terre promise, d'escalader le mont Nébo et de constater la fertilité de cette terre.»

Pauline Granger

«Pendant que nous nous promenions avec nos bouteilles d'eau minérale sur les sites archéologiques, nous avons saisi l'importance de «la source d'eau» dans l'histoire du peuple de Dieu. Nous avons vécu, de façon concrète, le pèlerinage du peuple hébreu confiant dans l'alliance avec Dieu-Trinité, source d'amour inconditionnel pour chaque personne humaine.»

Simone Demers-Secker

«C'est à Bethléem, dans une petite grotte de Shepperd's Field que notre groupe a célébré la messe de Noël. Le lendemain matin, nous avons eu le grand privilège de célébrer Pâques dans l'église du Saint-Sépulcre, l'endroit de la glorieuse résurrection de Jésus.

« Par ces liturgies eucharistiques, tous les participants ont reconnu que Jésus-Christ est venu faire sa demeure parmi nous et que, par lui, le monde entier est chez lui dans la Sainte-Trinité.»

Bernadette Levesque

«Notre itinéraire nous a menés à des lieux —d'importance historique, archéologique ou théologique— auxquels il est fait référence dans les textes de la Bible.

«Ces visites nous ont mis en contact avec la population et nous ont fait réaliser comment, depuis des siècles, le peuple juif s'est distingué par sa fidélité à la tradition, sa culture et sa langue et ce même s'ils s'est retrouvé de nombreuses fois exilé, dispersé et même persécuté de bien des façons un peu partout dans le monde.

«De ce voyage qui, je n'en ai aucun doute, a beaucoup profité à chacun des membres du groupe, je retiens une leçon, entre autres, qui ne fait qu'ancrer plus profondément encore une certitude que j'ai depuis longtemps. La fierté et la conviction personnelle et familiale dont témoignent le peuple juif est un modèle pour le monde canadien-français capable de fleurir même parmi une majorité. Cela est possible si chaque individu sait vivre profondément ses convictions, sa culture et sa foi, dans sa pensée, ses paroles et ses actions tout en prenant part loyalement à la vie, la foi et la langue du peuple environnant.»

père Joseph Goutier



Les participants et leurs guides photographiés dans les marches de l'église du Saint-Sépulcre, à Jérusalem. (de gauche à droite, en commençant par le bas)
1re rangée: Léon Lavoie (Edmonton), Peggy et Dennis Castellino (Calgary), Lynn Page-Scott (Manning) et la guide israélienne Beryl Ratzer.
2e rangée: Hélène Lavoie (Edmonton), Frère Léo L'Heureux (Saint-Albert) Eric Vicklund (High Prairie), Bernadette Lévesque (Falher) et le Frère Georges Nadeau (Grouard).
3e rangée: Hélène Bérubé et Léonide Savard (Saint-Isidore), Hazel Vicklund (High Prairie), Shirley Witholt (Wainwright) et Karen Doyle (Edmonton).
4e rangée: Alice Swan (Vermilion), Simone Demers-Secker (Edmonton), Mary Friesenhan (Sherwood Park), Linda Jacejko (Vermilion) et soeur Pauline Granger (Falher).
5e rangée: père Ubald Duchesneau (Saint-Albert), père Joseph Goutier (Standoff), Ginette Dion-Houle et Denis Houle (Girouxville).